

Intitulé de l'épreuve : Traduction B vers A

Nombre de copies : 2

Numérotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles dans le bon sens.

Texte politique

L'Union européenne est déjà transformée par le futur départ du Royaume-Uni

Les partisans du libre-échange et les atlantistes ont de quoi avoir des regrets

Fermez les yeux un instant et voilà que les souvenirs affluent. Celui d'un Royaume-Uni qui, autrefois, était un membre influent de l'Union européenne (UE). Ses dirigeants étaient agaçants mais efficaces, ses diplomates doués pour forger des alliances, ses représentants experts dans les arcanes de la création du droit de l'UE. C'est ainsi que le Royaume-Uni a obtenu un abaissement de ses contributions budgétaires, une dérogation à l'adoption de l'euro, et, lorsque David Cameron dirigeait le pays, une "renégociation" des termes de son appartenance à l'UE (vidée de son sens par la suite avec le vote en faveur du Brexit). De même, Londres n'a pas toujours consacré tous ses efforts à l'obtention d'un traitement particulier. Certaines réussites majeures de l'UE, comme le marché unique et les élargissements intervenus après 1989, doivent leur existence à l'habile diplomatie britannique.

Comme les choses changent. Les représentants britanniques évoquent le froid qui s'est brusquement

N°

.117.

installé lorsque les électeurs ont voté en faveur de la sortie de l'UE. Sur le papier, le Royaume-Uni reste un membre à part entière de l'UE, conservant son droit de vote, sa représentation à Bruxelles et tout l'attirail que comporte le statut d'état membre, mais dans les faits, son influence a en grande partie disparu. L'effet sur les 27 membres qu'il reste est considérable. "L'équilibre des pouvoirs évolue de jour en jour", affirme un diplomate d'un pays ami du Royaume-Uni. "On le sent clairement." À près de 18 mois de la date prévue pour le départ des Britanniques, le Brexit est en train de transformer l'UE. Si certains s'en trouvent perturbés, tandis que d'autres y voient une opportunité, le phénomène touche tout le monde.

Peu de pays souhaitent le départ du Royaume-Uni, mais pour certains, les enjeux sont particulièrement cruciaux. C'est un art délicat que celui du compromis bruxellois, et souvent, les débats sont dominés par quelques grands pays. Les États membres ayant des positions similaires à celles de Londres étaient bien contents de pouvoir faire bloc avec les Britanniques sur des questions telles que le commerce, la réglementation et le marché unique. Souvent, les petits pays appréciaient que le Royaume-Uni se dresse contre les alliances franco-allemandes. À présent, les points de vue d'un pays qui a un pied en dehors de l'UE ont peu de poids, et rares sont les représentants britanniques prêts à les exprimer au risque de s'attirer les foudres de leurs homologues.

Prenons l'exemple du commerce, domaine dans lequel de nouvelles lignes de fracture sont en train d'apparaître. Des pays comme le Danemark, les Pays-Bas et même l'Espagne voient désormais Emmanuel Macron, le président français, d'un œil suspicieux, estimant que ses appels à une "Europe qui protège" commencent à avoir des accents de protectionnisme. Lors d'un récent sommet, Mark Rutte, le premier ministre néerlandais, a

critiqué les tentatives de M. Macron de freiner les négociations commerciales que l'UE mène avec le Mercosur, un groupe d'États d'Amérique latine. Aux dires des représentants néerlandais, par le passé, ils auraient peut-être laissé le soin aux Britanniques de s'opposer aux Français. Et s'agissant d'un sujet de plus en plus à la mode, celui des "correctifs commerciaux" (mesures anti-dumping, contrôle des investissements, etc.), l'absence de la voix sceptique émanant des Britanniques joue en défaveur des partisans du libre-échange.

Les pays dans lesquels la fiscalité est faible, comme l'Irlande et le Luxembourg, craignent une nouvelle initiative franco-allemande contre leur indépendance fiscale, un autre sujet sur lequel ils auraient autrefois pu compter sur une résistance âpre de la part des Britanniques. La Commission européenne a déjà annoncé qu'elle souhaitait supprimer le droit de veto que les États membres peuvent opposer aux propositions qui émanent de l'UE en matière fiscale. Sur le plan de la politique étrangère, les sanctions minutieusement coordonnées par l'UE contre la Russie en raison de ses incursions en Ukraine ont, certes, d'abord été le fruit de l'action d'Angela Merkel, mais elles ont ensuite pu être renforcées grâce à un groupe de partisans de la ligne dure emmené par le Royaume-Uni.

Texte juridique

Accord de Paris

Les Parties au présent Accord,

En leur qualité de Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique, ci-après dénommée "la Convention",

Désireuses d'atteindre le but de cette Convention, et guidées par ses principes, notamment les principes de l'équité, des responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives, au regard des différentes situations nationales,

Reconnaissant la nécessité d'apporter une réponse efficace et progressive à la menace pressante du changement climatique, en se fondant sur les meilleures connaissances scientifiques disponibles,

Reconnaissant également les besoins spécifiques et les situations particulières des États Parties en développement, en particulier ceux qui sont les plus vulnérables face aux effets dommageables du changement climatique, v. la Convention,
[...] tels que prévus par

Reconnaissant qu'il importe de garantir l'intégrité de tous les écosystèmes, y compris océaniques, et d'assurer la protection de la biodiversité, reconnue par certaines cultures comme la Terre-mère, et reconnaissant l'importance accordée par certains à la notion de "justice climatique" dans le cadre de l'adoption de mesures en vue de lutter contre le changement climatique,

Reconnaissant l'importance, en vue de lutter contre le changement climatique, des engagements pris à tous les niveaux de gouvernement et par divers acteurs, conformément aux législations nationales respectives des Parties,

Intitulé de l'épreuve : Traduction B vers A
Nombre de copies : 2

Numérotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles dans le bon sens.

Reconnaissant également qu'adopter des modes de vie et des modèles de consommation et de production durables, les États Parties développés devant ouvrir la voie vers cette évolution, joue un rôle important dans la lutte contre le changement climatique,

Sont convenues de ce qui suit :

[...]

Article 2

1. Le présent Accord, en consolidant l'application de la Convention, y compris ses objectifs, vise à renforcer la réponse globale à la menace du changement climatique, et s'inscrit dans un contexte de développement durable et d'efforts pour éradiquer la pauvreté. En vue de renforcer cette réponse, les Parties veillent notamment à :

a) Maintenir la hausse de la température moyenne dans le monde bien en deçà de 2°C par rapport aux niveaux pré-industriels et à poursuivre leurs efforts en vue de limiter la hausse de la température à $1,5^{\circ}\text{C}$ par rapport aux niveaux pré-industriels, constatant que cela réduirait de manière significative les risques et les effets du changement climatique ;

N°

.51.7.

b) Accroître les capacités d'adaptation aux effets préjudiciables du changement climatique et à favoriser la résilience climatique et le développement faible en émissions de gaz à effet de serre, de telle sorte que la production alimentaire ne s'en trouve pas menacée; et à

c) Rendre les flux financiers compatibles avec une évolution vers un développement faible en émissions de gaz à effet de serre et présentant une plus grande résilience climatique.

2. L'application du présent Accord doit refléter le principe de l'équité et celui des responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives, au regard des différentes situations nationales.

[...]

Article 6

1. Les Parties consentent à ce que certaines Parties choisissent de coopérer, sur la base du volontariat, dans le cadre de la mise en œuvre de leurs contributions déterminées au niveau national, afin de permettre des mesures de réduction et d'adaptation au changement climatique plus ambitieuses et de favoriser le développement durable et l'intégrité environnementale.

2. Lorsque les Parties adoptent une approche coopérative impliquant le report de résultats obtenus au niveau international sur le total de leurs contributions déterminées au niveau national, elle favorisent le développement durable et garantissent l'intégrité environnementale et la transparence, y compris en matière de gouvernance, et appliquent des méthodes fiables lors de la comptabilisation afin d'exclure, entre autres, toute double comptabilisation, conformément aux

lignes directrices adoptées par la Conférence des Parties qui
a réuni les Parties au présent Accord.

